

Note méthodologique de la fiche recto verso

Les enquêtes sur les diplômés 2017 de Licence professionnelle et de Master issus de la formation initiale ont été réalisées du 1^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020 par l'ORESIPÉ. Le questionnaire utilisé est en partie imposé par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Les réponses ont essentiellement été collectées par le biais d'un questionnaire en ligne suivi de relances téléphoniques.

■ Définitions

Taux d'insertion professionnelle : c'est le rapport du nombre de diplômés en emploi à la population active (sommés des diplômés en emploi et des chômeurs).

Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Emplois précaires : il s'agit d'emplois sur contrat à durée déterminée, sur contrat intérimaire, sur contrat aidé ...

Revenu net mensuel : correspond au salaire net mensuel avec les primes et le 13^e mois en € hors temps partiel des emplois situés en France et, entre parenthèses, à l'étranger. A titre indicatif, le SMIC mensuel net au 1^{er} décembre 2019 était de 1204,20€.

Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIPÉ sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

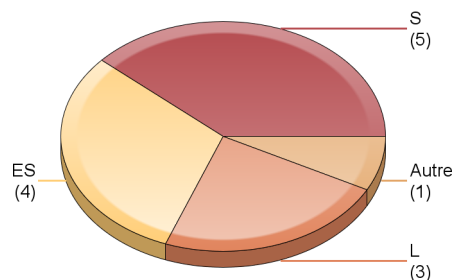
Enquête sur le devenir des diplômés 2017 de Master (Formation Initiale)

Droit du multimédia et des systèmes d'information

Faculté Droit Sciences Politiques et Gestion

Profil des répondants

Répartition par type de baccalauréat



Académie du bac

Académie	Effectifs
Bas-Rhin	2
Haut-Rhin	1
Nancy-Metz	1
Autres académies	8
Etranger	1
Total	13

Genre



Régime d'inscription

Régime d'inscription	Effectifs
Apprentissage	0
Initiale	12
Reprise d'études non financée	1
Total	13

Taux de réponse

Diplômés	17
Réponses	13
Taux de réponse	76%

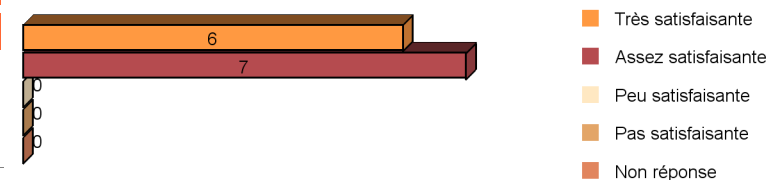
Situation principale au 01-12-2019

Situation	Effectifs
Emploi ¹	11
Recherche d'emploi	1
Inactivité	0
Poursuite / reprise d'études	1
Total	13

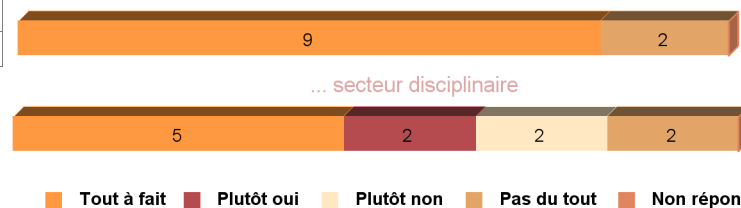
¹ Les doctorants ayant un contrat spécifique au doctorat sont considérés comme étant en emploi.

La formation

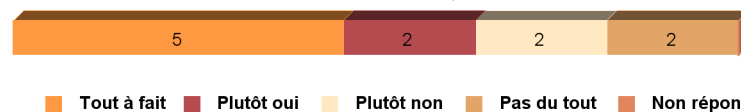
Avis sur la formation reçue



Adéquation emploi et niveau de qualification



... secteur disciplinaire



A retenir

	18 mois	30 mois
Taux d'insertion professionnelle	83%	92%
Taux d'adéquation emploi et niveau de qualification	80%	82%
Durée moyenne à l'obtention du premier emploi	3,1 mois	
Revenu net mensuel médian ²	2100 (-) €	2717 (-) €
% ayant un emploi stable ³	80%	100%

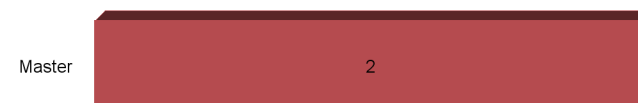
² Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

³ Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIPÉ sont consultables et téléchargeables sur oresipe.unistra.fr

Les poursuites d'études immédiates (en 2017-2018)



■ Poursuite d'études hors Unistra

Caractéristiques de l'emploi occupé au 01-12-2019

Mode d'obtention

	Effectifs
Suite à une période d'alternance	0
Suite à un stage intégré dans vos études	2
Suite à la réussite à un concours	0
Par pôle emploi	0
Par une annonce dans la presse	0
Par une annonce sur un site web de l'université	0
Par une annonce sur un site internet	3
Par approche directe : candidature spontanée	2
En créant ou reprenant une entreprise	2
Par un cabinet de recrutement, agence d'intérim	0
Par l'association d'anciens diplômés	0
Par votre réseau relationnel	2
Non réponse	0
Total	11

Type de contrat

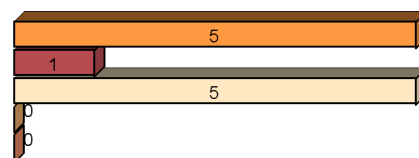
	Effectifs
Emplois stables	11
Emplois précaires	0
Non réponse	0
Total	11

Professions et catégories socioprofessionnelles



■ Ingénieurs - Cadres
 ■ Professions intermédiaires
 ■ Ouvriers - Employés
 ■ Non réponse

Localisation géographique



■ Alsace
 ■ Reste du Grand Est
 ■ Reste de la France
 ■ Etranger
 ■ Non réponse

Revenu net mensuel (avant prélèvement à la source)

Médiane	2717 (-) €
Minimum	1271 (-) €
Maximum	5000 (-) €
Moyenne	2865 (-) €
Concernés	11 (-)

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

Type d'employeurs

	Effectifs
Entreprise publique	0
Entreprise privée	7
Fonction publique	1
Association	1
Prof. libérale ou indépendante	2
Non réponse	0
Total	11

Répertoire des secteurs d'activités, des emplois occupés et des missions exercées au 01-12-2019

Secteurs d'activités

1. Information et communication (y compris informatique) (4 diplômés)
2. Autres activités de service (2 diplômés)
3. Activités de services administratifs et de soutien
4. Activités spécialisées, scientifiques et techniques
5. Santé humaine et action sociale
6. Construction

Liste des emplois occupés

1. Auto-entrepreneur(se) en conseil dans les nouvelles technologies
2. Avocat(e) commercial(e) associé(e)
3. Chef(fe) de produit
4. Consultant(e) en protection des données personnelles (2 diplômés)
5. Délégué(e) à la Protection des Données (DPD/DPO)
6. Gérant(e) d'entreprise
7. Juriste d'entreprise
8. Juriste en propriété intellectuelle et données personnelles
9. Juriste junior
10. Responsable de la relation avec les usagers

Exemples de missions réalisées

1. Conseil en protection des données personnelles
2. Rédaction, revue et négociation des contrats clients et fournisseurs, signature des contrats ainsi que tout documents associés (engagement de confidentialité, etc.), validation des bons de commande associés, reporting auprès de l'entité administrative mère
3. Spécifications techniques d'un produit web à destination des avocats et professions juridiques
4. Accompagnement de la conformité aux réglementations sur la protection des données personnelles
5. Mise en place d'une politique de protection des données à caractère personnel au sein de l'entreprise ainsi que la mise en conformité de l'entreprise au Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (dit "RGPD")
6. Conseil et conception de projet au niveau de la décoration et éclairage
7. Conseil en matière juridique et assurances, gestion des litiges pré-contentieux et contentieux
8. Accompagnement juridique (conseil) de particuliers et d'entreprises dans le domaine du droit de la propriété intellectuelle (ex. dépôt de marques) et des données personnelles (ex. audit RGPD)
9. Standard téléphonique, consultation juridique en droit routier, conseil juridique, contentieux juridique, veille juridique, aspect commercial léger via vente d'adhésions à l'association
10. Traitement des réclamations, gestion des contentieux et coordination des réponses aux réquisitions, médiations, formatrice interne